

# D'une pierre, trois coups !

**Sera-ce un beau dimanche ensoleillé que ce 25 mai ? Ou de tristes nuages obscurciront-ils notre ciel politique ? Les électeurs sont appelés à un triple scrutin. Et pour les nombreux partisans d'une société plus juste et plus égalitaire, les enjeux sont majeurs.**



cc European parliament

C'est reparti pour un tour ! Mais quel tour ! Oh ! On entendra bien sûr certains prétendre que le cirque politique reprend ses droits... D'aucuns ramèneront le traditionnel discours du « tous les mêmes » ou de l'injuste obligation de se rendre aux urnes... Personne ne le niera, les signes d'un essoufflement de nos démocraties - ou plutôt de la confiance que la population accorde à sa manière de fonctionner - sont bien là, inquiétants, préoccupants mais surtout générateurs de défis nouveaux pour nos sociétés démocratiques.

## On redistribue les cartes

Car ce dimanche du 25 mai, quoi que puissent en dire ou penser certains, sera d'une importance capitale. Derrière les hommes et les femmes que nous allons y élire, toutes les cartes vont être redistribuées. Et ce sont pratiquement tous les enjeux fondamentaux de notre vie quotidienne et leur devenir qui seront sur la table : les politiques d'emploi et la gestion du chômage ; la justice fiscale et la redistribution des richesses ; la couverture sociale et ses filets de protection des plus faibles ; le maintien d'un système de santé fort ; la prise en charge des personnes âgées ; les politiques de logement et d'énergie ; l'avenir de nos pensions ; ... On peut multiplier. Sans compter le cadre européen qui cadenasse les politiques possibles et les oriente outrageusement vers toujours plus de liberté économique !

Plus que jamais, ces élections seront donc capitales. Parce que les inégalités ne cessent de croître, parce que la haine et le rejet sont en train de se substituer aux idéaux de solidarité, parce que la Belgique - entre une Flandre plutôt à droite et une Wallonie plutôt à gauche - est de plus en plus divisée sur les priorités à mettre en œuvre.

Mais reprenons les choses dans l'ordre et tentons d'y voir plus clair. Poussons la porte du repas électoral de ce 25 mai et découvrons le menu proposé à la table. Nous allons y faire d'une pierre trois coups. En entrant dans l'isoloir, nous voterons effectivement trois fois ! Une fois pour les élections fédérales (la chambre des députés fédéraux), une fois pour les élections régionales (le parlement wallon, bruxellois ou flamand), une fois pour les élections européennes (le parlement européen). Et rien ne nous empêche de voter différemment selon les priorités que l'on accorde aux différents niveaux de pouvoir. Comme le disait mon voisin : « *Moi, je vais voter pour le PS à l'Europe, pour le PTB-go au fédéral et pour Ecolo à la Région wallonne !* ». Et il en a parfaitement le droit !

## Trois Régions avec de nouvelles compétences

Commençons par le niveau le plus proche : celui des élections régionales. La Belgique fédérale, on le sait, est composée de trois Régions (Flandre, Wallonie et Bruxelles-Capitale) et de trois Communautés (Flamande, Germanophone, et Française - appelée aujourd'hui Fédération Wallonie-Bruxelles). Nous sommes appelés à élire directement les parlements régionaux. Selon son domicile, chaque électeur participera donc à l'élection des parlementaires soit wallons, soit bruxellois, soit flamands. Les électeurs de la Communauté germanophone éliront en plus directement leurs représentants au Parlement germanophone.

En 2009, les élections régionales ont donné lieu à des majorités gouvernementales similaires du côté francophone : ce qu'on a appelé « l'Olivier », une coali- ➔

⇒ tion de centre-gauche, formée du PS, du cdH et d'Ecolo. 56 sièges sur 75 en Wallonie. 48 sièges sur les 72 francophones à Bruxelles.

En Flandre, c'est une majorité CD&V, N-VA, sp.a qui gouverne (66 sièges sur 124 au Parlement flamand). Et après le 25 mai, stabilité ou changement ? Le tableau ci-dessous compare les résultats des élections de 2009, qui ont donné naissance aux coalitions gouvernementales actuelles, et les chiffres des derniers sondages préélectoraux. En l'occurrence celui réalisé par Dedicated Research pour la RTBF/La Libre entre le 8 et le 14 avril 2014. Ces informations sont évidemment à prendre avec des pincettes, il s'agit toujours de sondages et non de résultats. Les indécis et les revirements de dernière minute ne sont pas à négliger. Ce ne serait pas la première fois que les sondages s'écartent de la réalité finale ! Mais les indications sont là.

Wallonie	Elections Juin 2009	Sondage Avril 2014
PS	32,8	29,3
MR	23,4	22,6
Ecolo	18,5	11,0
CdH	16,1	9,4
PTB GO !	1,2	8,1
PP	0	5,4

En **Wallonie**, la majorité gouvernementale apparaît clairement en recul : 49,7% d'intentions de vote contre 57,3% des suffrages en 2009. Le PS recule légèrement (-3,5%) mais ce sont surtout les deux autres partenaires qui y laisseraient des plumes (-7,5% pour Ecolo et -6,7% pour le cdH). Ce n'est curieusement pas le principal parti d'opposition qui en bénéficierait : le MR stagnerait. Par contre, la gauche radicale décolle (+7% pour le PTB-go !) et la droite radicale progresse elle aussi (+5,4% pour le PP). Sur base de ce sondage, la majorité en place pourrait se maintenir. Mais s'il se confirme, le message de l'électeur semble clairement renforcer une attente de politiques progressistes : 48% pour PS + PTB + Ecolo contre 28% pour MR + PP. Le cdH, talonné par le PTB-go (!), pourrait faire l'appui dans une majorité Olivier mais pas dans une majorité avec le MR. Les chiffres tendent à montrer que le PS reste quasi indéboulonnable en Wallonie : une majorité MR-cdH-Ecolo ne récolte que 42% des intentions de vote... Il ne faut pourtant pas écarter l'hypothèse d'une alliance PS-MR (52%), particulièrement si les négociations pour la constitution d'une majorité en Wallonie sont liées à Bruxelles... (voir ci-dessous). Si tel était le cas, peu de chances que l'on échappe au retour des libéraux au sein du gouvernement wallon.

Bruxelles	Elections Juin 2009	Sondage Avril 2014
MR+FDf	26,5	
MR		20,2
FDf		8,3
PS	23,3	17,6
CdH	13,1	11,6
Ecolo	17,9	8,0
PTB-GO	0,9	7,2
PP	-	4,1
Open VLD	2,6	3,8
Vlaams B	2,0	3,0
Deb les B	-	2,8
CD&V	1,7	2,1
NVA	0,6	2,1
Groen	1,3	1,9
Pro Brussel	1,8	1,7

A **Bruxelles**, la coalition sortante semble clairement enterrée. Elle ne récolterait plus que 37% des intentions de vote (54% en 2009) ! Il risque donc d'y avoir pas mal de remous dans la capitale. Le PS perdrait 6% et Ecolo près de 10% ! Seul le cdH se maintiendrait plus ou moins (-1,5%). Tout profit pour le PTB-go (+6,3%). Existe-t-il une autre hypothèse qu'une coalition MR-PS flanquée d'un 3<sup>e</sup> partenaire (le cdH ?) dans la capitale ?

En **Flandre**, la caractéristique dominante est la progression fulgurante de la N-VA, non pas tellement depuis les élections fédérales de 2010 où elle était à 27,8%, mais surtout par rapport aux régionales de 2009 (progrès de 20%). Cette nouvelle donne va complètement bousculer les rapports de force au sein de la majorité régionale sortante. CD&V - N-VA - sp.a totaliserait 62% des suffrages là où son score de 2009 atteignait 52%. Mais les sociaux chrétiens flamands perdraient 6% et les socialistes 1,5%. Le projet politique clairement marqué à droite de la N-VA ne privilégiera-t-il pas une alliance avec l'Open VLD plutôt qu'avec le sp.a ? Voire tout simplement une bipartite avec le CD&V ?

Flandre	Elections Juin 2009	Sondage Avril 2014
NVA	13,1	32,9
CD&V	22,9	16,9
SPA	15,3	13,6
Open VLD	15,0	13,5
VI Belang	15,3	9,9
Groen	6,8	7,6



cc European parliament

Au-delà de ces chiffres, ce sont évidemment les enjeux politiques qui préoccupent. Les Régions et Communautés vont avoir à gérer les nouvelles compétences transférées par la 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat. C'est un chantier faramineux et d'une importance vitale sur de nombreuses matières. Quels choix politiques seront faits au lendemain de ces élections en matière de politique des personnes âgées ? en matière d'emploi et de contrôle des chômeurs ? en matière d'allocations familiales ? Et pour mener tout cela à bien, quels financements durables seront assurés ? On sait que sur le moyen et long terme les rentrées financières des entités fédérées francophones risquent de diminuer. Parce qu'elles seront progressivement calculées sur base de l'IPP (et donc des revenus des personnes) et non plus sur le nombre d'habitants. Et que cette clé de répartition des moyens en provenance de l'Etat fédéral est moins favorable pour la Wallonie et Bruxelles, sauf si la situation socio-économique des deux Régions s'améliore considérablement... Les prochaines majorités régionales sont celles qui vont mettre en place les outils de prise en charge de ces nouvelles compétences confiées aux

## Les parlements régionaux et communautaires

Le **Parlement Wallon** compte 75 élus, issus des 13 circonscriptions électorales : chaque parti en présence présente une liste composée en fonction de la sous-région qui correspond à cette circonscription : Liège, Verviers, Huy-Waremme, Namur, Dinant-Philippeville, Charleroi, Thuin, Soignies, Nivelles, Mons, Tournai-Ath-Mouscron, Neufchâteau-Virton, Arlon-Marche-Bastogne. Ces 75 parlementaires sont élus directement et deviennent automatiquement membres du **Parlement de la Communauté française** (Wallonie-Bruxelles).

Le **Parlement Bruxellois** compte, lui, 89 élus. 72 francophones et 17 néerlandophones. Ils sont issus d'une seule et même circonscription. Parmi les 72 francophones, 19 sont désignés par leurs pairs au Parlement de la Communauté française.

Quant au **Parlement Flamand**, il est à la fois le parlement de la Région flamande et de la Communauté flamande. Il compte 124 élus : 118 issus des 5 circonscriptions flamandes, et 6 issus du collège néerlandophone bruxellois.

Reste le **Parlement de la Communauté germanophone**, qui compte 25 parlementaires élus de manière directe au suffrage universel.

Régions/Communautés. Ils orienteront inmanquablement les politiques possibles sur ces matières. La capacité de développer notre modèle social, voire simplement de le maintenir est en jeu.

### Une Belgique encore gouvernable ?

Au fédéral, ça se complique encore davantage. Il ne faut rappeler à personne l'interminable histoire de la constitution du dernier gouvernement fédéral. Plus de 500 jours passés dans les négociations dans les suites des élections de juin 2010. Le scénario pourrait-il se reproduire ? Si certains prétendent que, débarrassés du dossier communautaire, les représentants de partis trouveront un terrain d'entente bien plus rapidement sur des enjeux essentiellement socio-économiques, d'autres rétorquent que les distorsions politiques entre les paysages francophone et néerlandophone s'accroissent encore et que ça ne va en rien simplifier les choses. Comme l'écrit Vincent Rocour dans *La Libre Belgique* de ce 16 avril : « *La Flandre et la Wallonie continuent à creuser leur différence idéologique* ».

Côté francophone, le PS semble rester incontournable au vu des derniers sondages. Et côté flamand, le poids de la N-VA s'est encore renforcé par rapport à 2010. Avec 33% des intentions de vote en Flandre, le parti de Bart De Wever est plus que jamais dominant ; deux fois plus important que celui de son plus proche poursuivant, le CD&V.

En imaginant même que la N-VA accepte de renoncer à de nouvelles avancées communautaires et à remettre à plus tard ses velléités de confédéralisme, le terrain d'une possible entente sur les matières socio-économiques, entre le PS et les nationalistes flamands, ne semble guère étendu... Où les socialistes francophones peuvent-ils trouver un compromis sur des enjeux aussi radicaux que la suppression de l'indexation automatique des salaires ? La limitation dans le temps des allocations de chômage ? Le gel des dépenses publiques ? Entre une droite nationaliste et radicale qui prône la responsabilisation et la pénalisation des plus faibles (chômage, immigration, fiscalité, notamment) et un parti socialiste piqué au vif sur sa gauche et affaibli par la montée du PTB-go, quelle intersection possible ? On peut franchement s'interroger.

La N-VA s'érige depuis des mois en alternative au modèle PS. Pourtant, l'ironie des urnes pourrait bien la contraindre à n'avoir d'autre possibilité que de s'entendre avec lui pour conserver une Belgique gouvernable...

### Europe si proche et si lointaine...

Trop loin, trop grosse, trop insaisissable ? Les élections européennes laissent bien des citoyens pantois face au sentiment d'utilité de leur vote. On ne peut pas nier la complexité de nos institutions euro-



⇒ péennes, au point de se demander parfois de quel poids réel le Parlement - seule instance directement élue par nos suffrages - dispose vraiment. Il est vrai qu'entre les attributions du Conseil des Ministres, de la Commission et du Parlement, il n'est pas simple d'y voir clair. Et que l'élargissement actuel à 28 pays, avec des règles de décision à l'unanimité sur certaines matières et à la majorité qualifiée sur d'autres, complexifie la donne. Pourtant, le Parlement européen a un poids non négligeable : il participe à l'élaboration des directives européennes en tant que co-législateur (avec le Conseil des ministres), sauf sur des législations spéciales. Cela limite évidemment de manière problématique le champ d'action des députés : fiscalité, politique agricole commune, politique commerciale, politique étrangère et sécurité, par exemple. Faire changer l'Europe est donc complexe, mais le citoyen dispose finalement d'un double levier : celui de l'élection du parlement fédéral qui influera sur le gouvernement belge et sa représentation au sein du conseil des ministres européens, et celui de l'élection du Parlement européen.

Le scrutin de mai nous permettra de renouveler ce Parlement. Pour cette élection, chaque parti politique de chaque pays membre présente à ses citoyens ses propres candidats. La Belgique enverra ainsi 21 députés à l'Europe sur un total de... 751. Parmi ceux-ci, 8 députés francophones, 12 néerlandophones et 1 ger-

manophone. Lors des élections de 2009, la Belgique a ainsi élu 3 députés PS, 2 MR, 2 Ecolo, 1 cdH. Ces députés sont rassemblés au sein de groupements politiques européens : le Parti Populaire Européen (où se retrouvent cdH et CD&V), l'Alliance Progressiste des socialistes (PS, sp.a), l'alliance des démocrates et des libéraux (MR, Open-VLD), les Verts/ALE (Ecolo, Groen, mais aussi la N-VA !).

Trois gros enjeux à relever. Primo, une Europe plus sociale ! Il faut des avancées en matière d'harmonisation - par le haut - des politiques sociales et une politique de création d'emploi de qualité, de manière à lutter contre le dumping social. Secundo, des avancées en matière d'harmonisation fiscale. Des règles planchers doivent être obtenues, notamment en matière d'impôt des sociétés. Tertio, bloquer le Traité Transatlantique (TTPI) ; ce projet d'accord de partenariat USA-UE comporte des risques majeurs pour nos modèles sociaux européens, pour la protection de l'environnement et la santé publique, et finalement pour la démocratie tout court !

Face à toutes ces perspectives, la météo politique du dimanche 25 mai sera-t-elle ensoleillée ? Ce sont nos suffrages qui les détermineront !

**Jean-Michel Charlier**

## Une question à Jean Faniel, Directeur du CRISP

**Les citoyens réclament de plus en plus le droit à la parole et à être consultés, mais a contrario ils négligent le vote, souvent considéré davantage comme un devoir... Comment expliquez-vous ce désintérêt ?**

Premièrement, je ne suis pas sûr que ce soit les mêmes personnes. On peut ne pas aller voter, pour toute une série de raisons : être mort, malade et ne pas pouvoir se déplacer, être en déplacement à l'étranger. On peut décider délibérément de ne pas aller voter, pour différentes raisons : pas de parti qui corresponde à ses désirs, ou estimer que de toute façon ils sont « tous pourris », ou simplement ne pas croire dans l'élection ou la manière dont elle se déroule. Il y a beaucoup de manières différentes d'interpréter le non-vote. D'autant plus qu'il est impossible de faire des sondages à la sortie des urnes pour savoir pourquoi les gens qui ne sont pas venus au bureau de vote ne sont pas là...

Deuxièmement, on a des gens qui votent blanc ou nul. On peut voter blanc parce qu'on ne se sent pas à l'aise avec un ordinateur ou qu'on est analphabète. On peut annuler son bulletin sans même s'en rendre compte parce qu'on a écrit sur le bulletin de vote sans savoir qu'on n'en a pas le droit. Ou bien, au contraire, on peut avoir un acte politique. « Je décide de voter blanc » pour les différentes raisons évoquées plus haut ou bien « Je décide d'écrire sur le bulletin en sachant très bien que ça l'annulera mais je le fais volontairement, politiquement ». Une partie de la population demande plus d'implication, à avoir davantage la parole mais pas comme aujourd'hui. Ces gens ne vont pas voter ou vont voter blanc ou vont écrire « je ne veux pas des élections mais je veux avoir mon mot à dire autrement ». Je n'ai évidemment rien pour appuyer cela sur des tra-

voux de recherche sur le terrain. C'est une intuition.

D'autres sont déçus par la manière dont fonctionne le système électoral ou ce qu'il produit c'est-à-dire un pouvoir politique qui apparaît comme impuissant par rapport à d'autres sources de pouvoir. Cela peut être, selon les interprétations, face au pouvoir des syndicats, face au pouvoir de l'argent et du monde de la finance, des grandes entreprises, de l'Europe.

Si on regarde les élections de 2010, on constate que 20% des électeurs inscrits ne sont finalement pas représentés à la chambre : ceux qui ne sont pas allés voter, ceux qui ont voté blanc ou nul, et ceux qui ont voté pour un parti qui n'a pas obtenu d'élus. C'est peu par rapport à d'autres démocraties occidentales, mais c'est beaucoup dans un contexte où le vote est obligatoire et où le système de représentation est proportionnel !

Quant au désintérêt croissant du citoyen, le caractère complexe du système peut aussi être une explication. Maintenant est-ce que les élections ne donnent pas quand même la possibilité aux électeurs de s'exprimer ? Evidemment si ! A fortiori avec un vote obligatoire. On voit bien que c'est un moment où les gens ont leur destin en main. Quand la N-VA est à 1 siège en 2003 et à 27 sièges en 2010, les choses ne sont plus les mêmes... On peut apprécier ou détester ce changement, mais les choses changent.